Interpellation 08-2025

Honoraires trop élevés: pourquoi ne pas internaliser certaines prestations ?

Séance du Conseil communal de Pully du 25 juin 2025

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil communal,
Mesdames et Messieurs de la Municipalité,

C'est presque devenu une constante : les préavis présentés au CC suscitent des haussements de sourcils tous bords confondus dès lors qu'on arrive à la ligne des honoraires, que ce soit ceux des ingénieurs ou ceux des architectes. Le coût de ces honoraires est jugé disproportionné, mais on nous dit qu'ils correspondent aux tarifs SIA.

Au vu des possibilités financières réduites de la commune et de la volonté affichée de redimensionner les projets à la baisse, il y a lieu de se pencher plus avant sur cette problématique et d'examiner l'opportunité de prendre pour devise qu'« on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même ».

C'est pourquoi j'ai l'honneur de poser les questions suivantes à la Municipalité :

- Pour les projets hors marchés publics, par exemple le préavis 12-2025 – refuge du Bois-du-Moulin, où les honoraires d'ingénieur pour l'assainissement et l'eau potable représentent près de 16 % du montant total. Serait-il possible d'introduire un mécanisme qui s'active dès que le coût dépasse un certain pourcentage selon le barème SIA, et qui exige de renégocier les honoraires ou de retravailler les points qui font grimper les honoraires, dans un souci de simplifier le projet et d'en réduire les coûts?
- Pour les projets dans le cadre des marchés publics, Le BAMO (Bureau d'Assistance à Maître d'Ouvrage) est un élément-clé de tout projet, mais son objectivité est souvent critiquée. La commune ne pourrait-elle pas elle-même jouer le rôle de BAMO ? A fortiori, serait-il possible d'internaliser les prestations BAMO (CFC 55) ? Si la prestation BAMO était reprise par des employés de la commune, cela ne pourrait-il pas garantir un meilleur contrôle de toute la procédure d'établissement des prix ? Si la commune disposait d'un BAMO permanent, cela ne permettrait-il pas de mieux cadrer le projet par rapport à la définition des besoins de la commune ? Enfin, un BAMO interne ne procurerait-il pas à la commune une meilleure expertise en matière de marchés publics ainsi qu'une plus grande efficacité, voire une économie d'échelle, qui se traduirait par une réduction des coûts ?

D'avance, je remercie la Municipalité pour les réponses qu'elle voudra bien apporter à ce questionnement.

Avec mes salutations respectueuses,

Claudia Gämperle
Les Vertes et les Verts